

Nouvelles locales du vendredi 13 mai 2011

@rib News, 14/05/2011 | Politique- Le parti au pouvoir Cnnd-Fdd organise samedi un congrès dans les locaux de sa nouvelle permanence à Origène en commune urbaine de Ngagara. Selon le député Manassé Nzobonimpa, le congrès organisé pour ce samedi est vide de toute substance surtout que les organisateurs de ce congrès ne sont pas des gens de bonne foi. Selon ce député de l'ÉALA, ce sont des bandits qui pillent le pays qui se sont mis ensemble pour organiser ce congrès dont il ne croit pas l'issue. (Rpa/Isanganiro)

- Le député Nzobonimpa, est vu comme représentant des membres de ce même parti présidentiel qui se disent opprimés et n'ont pas de cadre adéquat d'expression. Il déplore que depuis ses déclarations, des membres de ce parti ont été intimidés par les agents de la documentation nationale pour accepter de suivre ceux qui sont en train de piller le pays, à une allure spectaculaire. (Isanganiro)- Le porte-parole du Cnnd-Fdd Onésime Nduwimana fait savoir que le député Nzobonimpa a perdu en voulant parler au nom d'un certain nombre de membres de ce même parti. Selon ce député n'a plus droit de dire quoi que ce soit par ce qu'il a été rayé de la liste des membres de ce même parti (Rpa/Bonesha/Isanganiro)M. Nduwimana a ajouté que Nzobonimpa, qui prétend parler au nom de certains membres du parti présidentiel parle plutôt pour d'autres personnes qu'il connaît lui-même, surtout qu'il avance des arguments pas du parti au pouvoir mais des arguments des membres des partis d'opposition. (Bonesha)- Cependant, ce député de l'ÉALA semble beaucoup interpeller le président de la République Pierre Nkurunziza de se libérer des gens qui veulent le mettre entre leurs mains, l'empêchant de bien jouer son rôle de Chef de l'État. Il demande au président de faire un regard rétrospectif et se rappeler qu'il le pays vient. (Bonesha) | Droit de l'Homme- Un certain Léonce Kanugwe, officier armée burundaise, est en prison depuis trois jours, selon un des membres de sa famille. Selon cette source, le jeune officier a répondu à un appel de son ami, qui lui a demandé de lui montrer un client de deux fusils de type pistolet. Le jeune officier a refusé et après un moment, des personnes armées l'ont arrêté et conduit au cachot de la première région militaire de Bujumbura. Cette personne a fait savoir que l'officier a été torturé et a été forcé de donner des documents. (Rpa)- Amnesty International constate amèrement les violations des droits de l'homme au Burundi, surtout ces derniers jours en ce qui est des exécutions extrajudiciaires, le manque de la liberté de la presse, la pression sur les magistrats, les tortures et autres traitements inhumains, les restrictions des libertés des unions et autres associations, ainsi que la lenteur dans la mise sur pied de la Commission nationale indépendante des droits de l'Homme. (Isanganiro)- Dans un rapport rendu public ce jeudi, Amnesty International souligne que « Le gouvernement a imposé des restrictions croissantes en matière de liberté d'association et d'expression avant, pendant et après les élections communales présidentielles, législatives et collinaires qui se sont déroulées entre mai et septembre ». Le même rapport pointe du doigt des exécutions extrajudiciaires qui seraient imputables à certains agents de sécurité burundais. « Elles ont été giflées, rouées de coups de pied et frappées à coups de matraque. Elles ont déclaré avoir également été menacées de mort par les agents de sécurité qui tentaient de leur extorquer des "aveux" », déclare le rapport. (Isanganiro)- A noter que, le 2 mai lors de la célébration de la Journée des travailleurs, le président de la République Pierre Nkurunziza avait annoncé la mise sur pied d'une commission d'enquête des violences avant, pendant et après les élections, grenades ont explosé un peu partout dans la capitale Bujumbura, et dans quelques localités de l'intérieur du pays. Amnesty International de son côté, avait jugé la décision bonne, mais avait demandé que cette commission fasse aussi des enquêtes sur le comportement de certains agents de sécurité qui, ces derniers jours, sont accusés de certains actes de non respect des droits de l'homme. (Isanganiro/Rpa/Bonesha) | Sociétés- Athanase Ntakyinira, chef d'antenne Regideso en commune de Rumonge au sud du Burundi a passé la nuit dans le cachot de la police de Rumonge sous les accusations de détournements et malversations. Des clients de la Regideso qui avait appris la mise en prison de cet homme le plus corrompu selon eux, sont venus un à un depuis ce vendredi matin accuser ce même Ntakyinira, d'avoir demandé des pots de vin soit pour leur faire des comptes, soit pour leur rendre quel service que ce soit. (Isanganiro) | Sécurité- Des bandits armés ont fait irruption dans le bureau de l'agence d'assurance Socabu à Gitega la nuit dernière et ont volé des ordinateurs et autres papiers surtout des dossiers du chef d'antenne. Ces mêmes bandits ont aussi dispersés les documents de ce bureau, et sont partis sans laisser de trace. L'un des veilleurs qui étaient aux environs a fait savoir que ces bandits armés et qu'ils sont partis en courant en le blessant sur le bras, tandis qu'il essayait de crier à l'aide. (Isanganiro/Rpa/Bonesha)- Un fusil de type Kalachnikov a été découvert chez un enseignant de l'école primaire de Canamo, de la commune Kiremba à Ngozi, au Nord du Burundi. Selon des sources sur place, cet enseignant avait gardé son fusil sous son lit depuis un certain temps. Cette fouille perquisition a eu lieu après deux semaines après qu'il y ait eu des cas d'arrestation d'autres personnes armées dans la commune de Kiremba. (Isanganiro)